

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires****RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE
DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD***Addendum*

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur leurs actions en matière de droits compensateurs pendant la période allant du **1^{er} juillet au 31 décembre 2023**: Australie; Brésil; Canada; Chine; États-Unis; Inde; Mexique; Royaume-Uni; et Viet Nam.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas mené d'actions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du sud ¹	Fédération de Russie ¹	Madagascar	Paraguay
Arabie saoudite, État du ²	Honduras	Malaisie	Pérou ⁴
Argentine	Indonésie	Maroc	Philippines
Arménie ²	Israël	Monténégro	Qatar ²
Bahreïn, Royaume de ³	Jamaïque	Namibie ³	République dominicaine
Botswana ⁴	Japon	Nicaragua	République kirghize ¹
Colombie ⁵	Jordanie	Norvège	Taipei chinois ⁴
Corée (République de)	Kazakhstan ¹	Nouvelle-Zélande	Thaïlande
Costa Rica	Koweït, État du ²	Oman ²	Türkiye ⁴
Émirats arabes unis ²	Lesotho ³	Pakistan	Ukraine
Eswatini ³	Macédoine du Nord	Panama	

3. Les Membres ci-après, qui ont notifié les autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Albanie; Bangladesh; Bolivie, État plurinational de; Chili; Corée, République de; Costa Rica; Égypte; El Salvador; Équateur; Fidji; Ghana; Guatemala; Maurice; Moldova, République de; Nigéria; Norvège; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Samoa; Singapour; Trinité-et-Tobago; Tunisie; Union européenne; Uruguay; Venezuela, République bolivarienne du; et Zimbabwe.

4. Les Membres ci-après, qui n'ont pas notifié d'autorités compétentes, n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda; Brunéi Darussalam; Cabo Verde; Djibouti; Grenade; Guinée-Bissau; Îles Solomon; Libéria; Niger; République centrafricaine; Tadjikistan; Tchad; Togo; et Yémen.

5. Les Membres ci-après ont présenté une notification unique au titre de l'article 25.11 et 25.12 de l'Accord: Afghanistan; Angola; Barbade; Belize; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Cameroun; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Dominique; Gabon; Gambie; Géorgie; Guinée; Guyana;

¹ Membre de la SACU.

² Membre de l'Union économique eurasiatique (UEE). Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de l'UEE.

³ Membre du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

⁴ Membre de la SACU. Toutes les actions en matière de droits compensateurs sont menées dans l'ensemble des pays de la SACU. Les membres de la SACU sont en train d'établir leurs propres autorités chargées des enquêtes, comme l'exige l'Accord de la SACU de 2002.

⁵ Ces Membres ont notifié les mesures définitives en vigueur dans les documents: [G/SCM/N/414/COL](#), [G/SCM/N/414/PER](#), [G/SCM/N/414/TPKM](#) et [G/SCM/N/414/TUR](#).

Haïti; Hong Kong, Chine; Islande; Kenya; Liechtenstein; Macao, Chine; Malawi; Maldives; Mali; Mauritanie; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Népal; Ouganda; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République démocratique du Congo; République démocratique populaire Lao; Rwanda; Saint-Kitts-et-Nevis; Sainte-Lucie; Sénégal; Seychelles; Sierra Leone; Sri Lanka; Suisse; Suriname; Tanzanie; Tonga; Vanuatu; et Zambie.⁶

⁶ Voir la série de documents [G/SCM/N/202/...](#), et le modèle de notification figurant dans le document [G/SCM/129](#).